

Taxe Tobin à la française : un bluff indécent

Henri Guaino annonce ce matin à BFM une taxe Tobin française avant la fin 2012. De qui se moque le gouvernement ? Il y a à peine un mois le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Pierre Lellouche, s'opposait au vote par le Sénat d'une telle taxe, estimant que la France "ne peut légiférer seule" car ce serait "contre-productif" et cela "nuirait à la place financière de Paris".

Depuis deux ans déjà Nicolas Sarkozy orne ses discours d'envolées lyriques sur la taxe Tobin. Il avait promis que le G20 de Cannes marquerait une avancée décisive : l'échec a été total. Aujourd'hui, à trois mois du premier tour de l'élection présidentielle, il prétend la décider seul, éventuellement avec l'Allemagne. Cette annonce est purement opportuniste : elle ne vise qu'à atténuer l'effet désastreux de l'annonce de la TVA « sociale », dont chacun sait qu'elle frappera d'abord les couches populaires. Elle manque totalement de crédibilité : contrairement à ce qui se fait toujours avant d'introduire un nouvel impôt, tout indique que Bercy n'a mené aucune étude sérieuse de faisabilité pour préparer la mise en place d'une telle taxe au plan français. Tous les actes de Nicolas Sarkozy – réformes fiscales, réforme des retraites, sauvetage des banques sans

contrepartie, casse des services publics... - montrent qu'il gouverne pour la finance. Rappelons également que Nicolas Sarkozy a supprimé en 2008 l'impôt de bourse, qui taxait à la Bourse de Paris les transactions sur actions au taux de 0,3%. Nicolas Sarkozy joue donc de façon indécente avec le symbole de la taxe Tobin pour tenter de redresser son image de Président des riches. La manipulation politique est trop grossière pour que les citoyens se laissent abuser.

La taxe Tobin est possible dès 2012, en Europe, au taux de 0,1%, en incluant les produits dérivés et (contrairement au projet de la Commission européenne) les transactions sur les devises, pour freiner fortement la circulation des capitaux et la spéculation et pour financer les biens publics mondiaux, à commencer par la lutte contre la pauvreté et le changement climatique. La France pourrait bien sûr montrer l'exemple. Mais il faudrait une volonté politique, pas un bluff médiatique.

Attac France,

Paris, le 6 janvier 2012

<http://www.france.attac.org/articles/taxe-tobin-la-francaise-un-bluff-indecent>